

ENTRETIEN

KRISZTIAN UNGVARY

«L'« ouverture des archives » ? C'est une vaste plaisanterie. L'attente est interminable, car de nombreux documents sont encore classés. A ce rythme, il faudra encore plusieurs décennies pour faire la lumière sur la période communiste – ce qui est tout à fait dans l'intérêt d'une partie des élites actuelles.»

Vous avez récemment publié le fruit de vos recherches dans les archives de l'ex-police politique de Hongrie socialiste. Pourriez-vous présenter brièvement cet ouvrage ?

L'essentiel de mon travail a consisté à mettre au jour les mécanismes de fonctionnement de ce système, en particulier des relations entre ses différents échelons : la direction politique, l'appareil et les agents. Qui prenait les décisions ? Quelles étaient les Spielräume et les Zwangswege, les marges de manœuvre et les contraintes, de chacun ? Ces questions sont primordiales pour évaluer la responsabilité des ex-collaborateurs de ce système – ce qui est comme vous savez une question politique cruciale en Europe de l'Est. Et c'est ce que j'ai voulu faire : rétablir les bonnes proportions dans les responsabilités et critiquer le paradigme hongrois classique selon lequel c'est le système seul qui aurait été coupable, dédouanant ainsi les individus qui le servaient.

Quelle méthode avez-vous employée pour cette enquête ?

Je me suis surtout penché sur les parcours individuels des responsables de la police politique. En reconstituant le CV de tous les directeurs de divisions, parfois même en rassemblant des photos, j'ai tenté de comprendre quels étaient leurs statuts sociaux, les raisons de leur engagement et la marge de manœuvre dont ils disposaient effectivement pour conduire leur mission. Ce n'est donc pas une monographie complète sur l'appareil répressif, mais plutôt une première analyse critique des données inédites que j'ai pu recueillir lors de l'ouverture des archives de la police d'État.

D'autre part, j'essaie également de montrer comment le passé de la Hongrie, son histoire au cours du siècle écoulé, a façonné l'appareil policier communiste. Je montre en particulier comment les frictions sociales de l'entre-deux-guerres et le ressentiment né de la défaite de 1918 ont facilité l'implantation d'un système répressif « original »

Quel est donc le lien entre ces deux phénomènes historiques ?

Pour le saisir, il faut garder à l'esprit quelques données à propos de la société hongroise de l'immédiat après-guerre. En 1945, la société était plus que jamais divisée en deux camps. D'un côté, les grands perdants du régime Horthy, à savoir les trois millions de paysans sans terre et les Juifs, dont la majorité fut exterminée en 1944-45 ; et de l'autre, une petite bourgeoisie en expansion – mais une expansion qui se faisait aux dépens de ces paysans pauvres. Cette division était aggravée par le fait que, jusqu'en 1945, la mobilité sociale était pratiquement inexistante en Hongrie.

Dans l'immédiat après-guerre, le parti communiste a su utiliser le double désir de « revanche » et d'ascension sociale pour s'attirer le soutien des exclus du régime précédent. Il le fit par la mise en place d'une réforme agraire radicale, qui lui attira le soutien des paysans pauvres ; mais aussi par une attitude appa-

remment favorable aux revendications des Juifs, qui exigeaient réparation du tort qui leur avait été fait jusqu'à maintenant. En conséquence, ce sont ces deux catégories qui fournirent ainsi les gros bataillons de la nouvelle police, de plus en plus noyautée par les communistes.

Les Juifs ont-ils été particulièrement favorisés par les communistes de l'après-guerre ?

Dans la fluctuation politique des années 1945-1947, il était encore possible de croire. Sandor Marai illustre bien cette situation dans ses Mémoires de Hongrie : vous vous rappelez peut-être la scène où il décrit l'arrivée, un soir de 1945, d'un ancien proscrit juif dans le meilleur restaurant de Budapest. L'homme porte un uniforme de la police, avec un grade important ; lorsqu'il entre, le silence se fait, le personnel s'empresse autour de lui et tous les autres clients hongrois sont terrorisés à l'idée qu'il puisse utiliser sa nouvelle position dominante pour leur demander raison. Dans les souvenirs de Marai, la « vengeance » du Juif est symbolique : après un superbe repas, il demande que l'orchestre tzigane joue une chanson patriotique d'avant-guerre, comme pour faire sentir aux Hongrois qu'ils ont perdu le droit à la fierté nationale. Dans la réalité, cette position a aussi permis des règlements de compte sanglants.

Toutefois, cette situation ne dura pas. En 1946 déjà, les archives en attestent, les « camarades » favorables au sionisme étaient discrètement marginalisés, tandis que de nombreux éléments antisémites venaient grossir les rangs du Parti. Les Juifs hongrois furent de simples pions sur l'échiquier des communistes : après la soviétisation du régime, ils furent remplacés par des prolétaires prêts à tout pour servir la cause, perdirent leurs privilèges et furent menacés à leur tour. C'est alors que la répression atteint son apogée, sous la conduite de Rakosi qui reste à la tête du Parti jusqu'en 1956. On estime que, sur cette période, environ un Hongrois sur cinq a été puni par la police politique.

Le soulèvement de 1956 et la déstalinisation ont-ils mis un terme à cette période de « terreur » ?

En apparence seulement car, de 1956 à 1989, l'appareil répressif restait en place, sous la direction de stalinistes. La Hongrie a beau avoir été alors « la baraque la plus gaie du camp socialiste », ses dirigeants étaient de la même étoffe que ceux d'autres « baraques » plus sinistres.

Kadar, qui prend les rênes du Parti après le soulèvement de 56, n'était pas un libéral. Mais il avait compris que la politique de terreur permanente menée par Rakosi n'était pas soutenable à long terme, notamment sur le plan financier. Il a donc passé avec la société un contrat simple : offrir aux citoyens un certain bien-être, en échange de leur docilité – tout en gardant les moyens de réactiver la terreur de masse dès que le besoin s'en ferait sentir. Ce « compromis du bien-être » (Wohlstandkompromiss), à cet égard, s'inscrit dans une longue tradition en Hongrie – un pays qui, je vous le rappelle, n'a pas gagné une seule guerre depuis cinq cents ans !

Je parlerais donc, pour la période 1956-1989, de « terreur cachée », d'un potentiel répressif immense qui ne s'est pas réalisé car les autorités n'en avaient pas l'utilité.

Y a-t-il eu des groupes sociaux qui, dans leur ensemble, ont refusé ce compromis ?

Il y eut bien quelques associations politiques et religieuses, catholiques en particulier, qui agirent discrètement contre le pouvoir ; mais ces organisations restaient marginales par rapport à leurs groupes d'appartenance respectifs. En somme, on peut dire que, contrairement à ce qui s'est passé en Pologne par exemple, la résistance au communisme sous Kadar était essentiellement l'affaire d'individus.

Qui furent les principaux acteurs de ce système de « terreur cachée » ?

Ils se répartissent en plusieurs catégories, correspondant à des « vagues » de recrutement successives. Au sommet de la bureaucratie, on trouve dans un premier temps les promus de la grande vague de mobilité des années 1945-1953. Atteignant peu à peu l'âge de la retraite, ils sont progressivement remplacés

dans les années 1960-70, et les rares survivants de cette génération ne jouent pas un rôle notable dans la Hongrie d'aujourd'hui.

Il en va bien autrement de leurs successeurs, issus assez largement des couches les plus pauvres de la population (mais pas exclusivement), intéressés par les privilèges, et dont bon nombre ont réussi à conserver après 1990 une position dominante. L'exemple le plus frappant est celui d'András Knop, qui dirigeait dans les années 1980 la Direction de la culture et des sciences au comité central (un poste hautement stratégique) : c'est aujourd'hui l'un des hommes les plus riches de Hongrie. Et l'un des membres du Conseil Constitutionnel hongrois était le Secrétaire Général du Parti communiste au moment du tournant.

Ces personnalités publiques assument-elles ouvertement leur participation au régime communiste, ou cherchent-elles au contraire à la minimiser, voire à la dissimuler lorsque c'est possible ?

Pour les ex-communistes « assumés », le principal argument consiste à dire que c'est dans les cercles dirigeants du Parti que s'est préparé le tournant démocratique de 1989-90. C'est ainsi que le parti communiste a cherché à se maintenir dans les années qui ont suivi. Et il faut reconnaître que ce n'est pas entièrement faux : cette thèse est d'ailleurs accréditée, paradoxalement, par de nombreux démocrates qui dénoncent a contrario ce tournant comme une simple manipulation politique qui a laissé les anciennes élites en place !

Quelle est votre position à ce sujet ? Le « tournant » a-t-il vraiment existé ?

Je crois que tout dépend du point de vue. Politiquement, c'est indiscutable. Économiquement, la transformation fut profonde mais affecta très inégalement différents secteurs. Et socialement, les changements furent réduits au minimum. Comme je vous le disais, cela est particulièrement sensible au niveau des élites : en 1990, les positions stratégiques de l'appareil d'État étaient convertibles en d'énormes avantages financiers, dont ont profité beaucoup d'anciens communistes.

Quels obstacles rencontrez-vous dans la pratique de votre métier d'historien ?

Dans mon cas, les obstacles à la recherche sont nombreux. Une bonne partie des documents « sensibles » concernant les collaborateurs de la police politique ont été détruits juste avant la fin du régime ; et les administrations qui ont succédé à l'appareil socialiste ont mis longtemps à ouvrir les archives dont elles avaient hérité.

Et quand elles y ont enfin consenti, elles ont organisé le service des archives de façon à rendre toute recherche historique extrêmement difficile. En réalité, cette « ouverture des archives » fut une vaste plaisanterie : rendez-vous compte qu'à l'heure actuelle, les archives n'emploient que 95 personnes, dont seulement 5 affectées au classement des documents. Dans la salle de consultation, il n'y a que sept employés pour vous communiquer les manuscrits, soit quarante fois moins que de chercheurs y travaillant à plein temps. L'attente est interminable, la recherche longue et souvent frustrante – car de nombreux documents sont encore classés. À ce rythme, il faudra encore plusieurs décennies pour faire la lumière sur la période communiste – ce qui est tout à fait dans l'intérêt d'une partie des élites actuelles.

Autre problème : l'historiographie hongroise semble aussi très politisée. La Terrorház de l'avenue Andrássy en est un bon exemple : installé dans l'immeuble qu'occupèrent successivement la police politique des Croix Fléchées (1944-45) et celle des communistes, ce musée met les deux régimes sur le même plan.

Dans ce cas, la politisation est réelle. Mais, intellectuellement, je ne vois pas de tabou à comparer les régimes fasciste et communiste. Ils sont très ressemblants à maints égards – même s'ils diffèrent beaucoup, dans le cas de la Hongrie, par l'ampleur des dégâts qu'ils ont infligés à la société.

L'anticommunisme fait-il toujours recette en Hongrie ?

Dans le débat politique « classique », c'est de moins en moins le cas. Le parti Fides (conservateur) l'a bien compris, qui en faisait son cheval de bataille dans les années 1990 : constatant que, dans la mémoire de nombreux Hongrois, le régime de Kadar restait beaucoup plus populaire que la démocratie, ses dirigeants ont aujourd'hui abandonné cette stratégie jugée contre-productive.

En revanche, il existe un très fort anticommunisme latent dans une partie de la société hongroise, sans être toutefois l'apanage d'un parti ou d'un groupe social particulier. Ce sentiment s'exprime rarement, ce qui le rend difficile à situer culturellement ; mais on a pu en mesurer la force lors des manifestations anti-Gyurcsany de 2006, où ont été brûlés des drapeaux communistes ou soviétiques, et où l'on a brandi des symboles nationalistes. Ces images ont causé un choc énorme en Europe occidentale ; mais pour les relativiser, il faut comprendre que ces symboles extrêmes ont une fonction contestataire similaire à celle de l'iconographie « gauchiste » de mai 68. La gauche hongroise s'est tellement discréditée dans le passé, les symboles internationalistes ont été si pervertis, que c'est l'extrême inverse qui joue ce rôle dans notre pays.